

**Zeitschrift:** Regio Basiliensis : Basler Zeitschrift für Geographie  
**Herausgeber:** Geographisch-Ethnologische Gesellschaft Basel ; Geographisches Institut der Universität Basel  
**Band:** 41 (2000)  
**Heft:** 3

**Artikel:** Émergence d'une société civile au Kirghizstan? : Point de départ d'une recherche  
**Autor:** Eichenberger, Caroline A.  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1088468>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 15.04.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Émergence d'une société civile au Kirghizstan? Point de départ d'une recherche

Caroline A. Eichenberger

### *Zusammenfassung*

*Kirgistan, einer der neu gegründeten zentralasiatischen Staaten, steht heute einer mehrfachen Herausforderung im sozialen, ideologischen, politisch-strategischen und ökonomischen Bereich gegenüber. Der von den Behörden initiierte Prozess der Demokratisierung und Privatisierung stimulierte das Engagement zahlreicher internationaler Organisationen. Dieser Artikel geht der Frage nach, inwieweit mit der Adoption eines 'civil society' Modells nicht ein Modell sozialer Interaktion importiert wird, welches im wesentlichen westlicher Prägung ist.*

### *Résumé*

*Devenu un état indépendant après l'effondrement de l'URSS en même temps que les quatre autres républiques d'Asie Centrale, le Kirghizstan fait face à un multiple défi, à la fois identitaire, idéologique, politique, stratégique, économique et social. Les autorités s'engagent rapidement dans des processus de démocratisation et de privatisation, qui engendrent l'arrivée en masse de représentants d'agences internationales et d'organisations de développement. Encouragés, les Kirghizes osent peu à peu créer des coopératives et divers types d'organisations non-gouvernementales, créant une société civile à la croisée d'un destin de nomades sédentarisés et de nouveaux citoyens d'une ancienne nation en quête d'un retour à leur droits humains dans un contexte économique-politique toujours plus difficile.*

# 1 Introduction

C'est dans l'espoir de créer une culture politique démocratique dans les pays ex-communistes que les donateurs occidentaux ont fait appel au concept de 'société civile'. Selon Wedel (*Hann 1996, 1*) en effet, une société civile existe lorsque des individus et des groupes sont libres de former des organisations fonctionnant de façon indépendante face à l'État et pouvant servir de médiateur entre les citoyens et l'État. Ainsi, comme le manque de société civile était l'essence même de l'État communiste, les sociétés de ces pays auraient été dénudées de société civile.

Le terme émerge dans le monde anglophone, à la fin du XVIIe siècle en Angleterre et en Écosse d'abord, puis se développe au cours de la Révolution Américaine, et Locke décrit la société civile comme un état ou une condition qui existe «when a people is ruled by law, when freedoms and speech and association prevails, when a multitude of voluntary groups works freely to foster civic ends, and when people consider themselves to be citizen rather than subjects» (*Starr 1999, 27*). Au XIXe siècle, Hegel propose une perspective selon laquelle la société civile ne correspond pas au corps politique dans son entièreté et ne représente qu'une part de la société qui s'organise volontairement afin de promouvoir le bien commun. Depuis, on oppose souvent la société civile à l'État. Comme le terme d'État, l'idée de société civile dérive de théories occidentales. Il est indéniable qu'il est utilisé de façon simplifiée, notamment dans sa notion unificatrice des éléments d'opposition à l'État, et que cette réduction récente par les gouvernements, les agences de développement comme le monde des organisations non-gouvernementales (ONG), représente une vue appauvrie de la vie sociale. Il convient de définir positivement ce terme dans un contexte des idées et des pratiques par lesquelles la coopération et la confiance sont établies dans la société (*Hann 1996, 22*). Le terme n'est pas sans poser des problèmes à l'anthropologie politique, mais elle ouvre aussi de nouvelles perspectives : des analyses ethnographiques montrent que l'ethnologie peut apporter sa contribution dans l'étude des aspects moraux du pouvoir, de la cohésion et de l'ordre social dans les sociétés contemporaines (*Hann 1996, 3*). D'autre part, les débats sur la société civile nous rappellent d'être particulièrement attentifs à la fusion du social, de l'éthique et du politique dans la constitution de toute communauté humaine.

La transition vers une économie de marché et une politique démocratique, qui se déroule en Europe de l'Est et dans l'ex-Union Soviétique, est une stratégie mise en œuvre par les agences de développement internationales, les institutions financières occidentales, les programmes d'aide au développement et humanitaires ou d'autres ONG. La division est-ouest créée par la Guerre Froide est aujourd'hui remplacée par les efforts concertés des occidentaux pour 'moderniser' ces régions et pour 'intégrer' les nouveaux états dans le cadre économique, politique et stratégique (*Sampson 1996, 121*). Les programmes de soutien ont pour objectif de réaliser la privatisation, la réforme agricole, la création d'institutions démocratiques, la réforme légale, la restructuration de l'éducation et le développement d'une société civile.

## 2 Survol historique et géopolitique

Contrairement aux pays en transition en Europe de l'Est, les états d'Asie Centrale n'ont pas d'histoire d'indépendance. Pendant des siècles, différents empires (nomades) ont régné sur ces vastes étendues. Après que divers émirats et khanats aient dirigé la région, celle-ci est dès le XIXe siècle disputée par les empires russe et britannique, puis contrôlée par la Russie tsariste, avant d'être incluse dans l'Union Soviétique. Au cours de ce règne, le Turkestan est abruptement divisé en cinq Républiques, qui forment, dès 1991, les nouveaux états. Ce contexte historique, où l'autorité est traditionnellement imposée par le haut, permet de comprendre la difficulté de l'émergence d'une vraie démocratie dans la première décennie après l'indépendance.

Les programmes occidentaux de développement pour l'Asie Centrale visent à l'origine principalement la reconstruction économique, le développement de l'infrastructure, l'agriculture et la sécurité sociale. On s'aperçoit vite que la démocratisation requiert aussi une société civile saine. C'est ainsi que des programmes de démocratisation se sont concentrés sur l'accroissement de l'efficacité du parlement, l'éducation civique et politique, les droits humains, le soutien à la liberté d'information. Pensant de façon quantitative la démocratie, un des objectifs principaux est de développer la société civile et donc d'accroître le nombre d'ONG (*Sampson* 1996, 128). Pourtant, les pays continuent à souffrir d'autoritarisme, d'une menace constante sur les libertés de parole et d'association, d'un combat continu pour la survie (même légale) des ONG. Le public, si préoccupé par la survie quotidienne, reste indifférent aux bienfaits des initiatives indépendantes et du volontarisme.

## 3 Kirghizstan – le sens de la démocratie

Pour la majorité des 4.8 millions d'habitants de ce petit pays montagneux, l'issue la plus brûlante est bien la survie dans des conditions économiques qui détériorent. Selon une étude de l'UNDP (in *Fuller*, 15.2.2000.) officialisée en janvier 2000, 55 % de la population de la République Kirghize (ou Kirghizstan) vit en dessous du seuil de la pauvreté. Des observateurs locaux estiment que plus d'un million d'habitants n'ont pas d'emploi fixe. Le Kirghizstan, qui s'est très tôt ouvert à l'économie de marché et à la privatisation, fait face à une crise économique sévère depuis août 1998. Selon le Fond Monétaire International (FMI), la position fiscale du Kirghizstan n'est pas durable; en août 1999, la dette extérieure s'élevait à plus d'un milliard de dollars. De tous les pays d'Asie Centrale, le Kirghizstan est celui qui bénéficie du degré per capita de l'aide multilatérale le plus élevé. Pourtant, il y a peu de chances pour que la communauté internationale ne lâche le Kirghizstan, son 'protégé', ou comme le décrit un officiel de USAID, son «laboratoire» pour démontrer que la démocratie peut fonctionner en Asie Centrale » (*Raballand* 2.2.2000). En conclusion, la stabilité politique et économique du Kirghizstan est, dans le contexte actuel de l'Asie Centrale, cruciale pour l'Occident, qui semble prêt à payer le prix même si l'image, réelle ou imaginaire, d'îlot de démocratie, ou de 'Suisse d'Asie Centrale', se ternit.



Abb. 1  
Rituel quotidien du thé.  
Vallée de Fergana,  
octobre 1994.

*Photo:*  
C.A. Eichenberger

Le présent du Kirghizstan est donc ambigu. La Russie et ses voisins le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et la Chine sont des partenaires logiques en matière de sécurité et de coopération économique; pourtant le Kirghizstan a besoin des capitaux occidentaux pour survivre et il doit prouver sa légitimité démocratique aux pays occidentaux

pour s'assurer de leur assistance en matière de développement économique et social.

Le Kirghizstan s'est en effet efforcé de donner cette image politique positive dès son indépendance, en adoptant ouvertement la démocratie de style occidental (avec ses principes de bases tels que la liberté d'expression et un souci des droits humains). Pourtant, l'élection parlementaire du printemps dernier, remportée par le parti au pouvoir à une écrasante majorité après l'exclusion des candidats de l'opposition, a semé le doute dans la communauté internationale. Des ONG kirghizes n'en n'ont pas moins rassemblé des preuves accablantes des restrictions imposées à l'accès de l'opposition aux médias gouvernementaux, et au harcèlement par les officiels locaux des candidats de l'opposition. Selon le comité central des élections, environ 65 % de la population votante, soit près de 1.6 million d'électeurs, a pris part au vote, ce qui peut être interprété comme une indication de l'activisme politique dans la population (*Osorova* 12.3.2000). Malgré tout, ces élections, qui mettent en lice plusieurs partis, restent nettement plus justes et libres que celles qui se déroulent dans les autres états d'Asie Centrale.

Dès 1991, la République Kirghize adopte un certain nombre de lois sur les associations publiques. Le nombre d'ONG actives dans le développement de nouvelles lois kirghizes est par ailleurs impressionnant. Alors qu'au Kazakhstan, une réforme

des taxes supprime en décembre 1999 les taxes élevées imposées aux ONG, le Kirghizstan adopte en novembre 1999 une nouvelle loi dérégulant le secteur des ONG, limitant le contrôle gouvernemental sur celles-ci et permettant à des groupes non inscrits de participer à des activités à but non-lucratif, garantissant par là-même au droit fondamental de la liberté d'association.

#### 4 Le rôle des organisations non-gouvernementales

La majorité des ONG kirghizes est composée d'un petit nombre de personnes ayant un intérêt commun. Le travail est soit volontaire, soit payé par des subventions. La réalisation d'un programme défini et le recrutement jouent un rôle essentiel dans la durée de vie de la communauté des ONG et de la société civile en général. Selon *Kaybekov* (1999, 71), 800 ONG ont été établies entre 1991 et 1996 au Kirghizstan. *Cooper* (1999, 214) parle d'un millier d'ONG enregistrées dans le pays en 1998 – face à 208 en 1992. Ces chiffres, nettement plus élevés que dans les pays voisins, ravissent ceux qui cherchent à prouver que le Kirghizstan est un exemple de démocratie. Pourtant, leur impact est plutôt limité

Sur les 1027 ONG kirghizes listées par Counterpart Consortium, on observe la répartition suivante par secteurs principaux: femme (13.4 %), enfants et jeunes (13 %), éducation (10.9 %), santé (9.7 %), écologie (8.4 %) et média (6.1 %). La majorité d'entre elles ont des missions qui incluent plus d'un secteur, comme par exemple l'éducation à la santé chez les jeunes (*Cooper* 1999, 215). En principe, les



Abb. 2 Une Kirghize et six présidents, Talas, août 1995.

Photo: C.A. Eichenberger

ONG devraient être aussi enregistrées sur une liste du Ministère de la Justice, qui a développé une base légale pour punir ou dissoudre une ONG, par exemple pour raison politique.

L'accroissement du secteur tertiaire et du nombre d'ONG au Kirghizstan montre l'intérêt de la population à s'organiser pour chercher des solutions aux problèmes existant dans leur communauté. Selon *Cooper* (1999, 224), les premières étapes du développement des ONG ont consisté en un processus de compréhension mutuelle de ce que représente une organisation à but non-lucratif et de ses activités. Il faut toutefois relativiser ce nombre d'ONG: leur degré d'activité et leur efficacité, comme la réponse aux besoins de leur communauté, peuvent varier grandement. D'autre part, les ONG sont encore très centralisées autour de la capitale Bichkek.

Le gouvernement kirghize montre peu à peu des signes positifs et commence à reconnaître la communauté des ONG comme étant un partenaire utile. Le gouvernement a par exemple récemment coopéré avec les ONG, en les incluant dans un programme d'éradication de la pauvreté (ARAKET). D'autre part, l'OCDE prévoit une série de tables rondes sur les droits humains dans la République Kirghize entre des représentants des Ministres des Affaires Étrangères, des Affaires Internes et de la Justice, mais aussi le président du Comité des Droits Humains et des représentants d'autres ONG. En septembre 1998, une table ronde organisée par l'UNESCO au Kirghizstan, puis en Suisse (mai 1999), a traité du processus de démocratisation. De part et d'autre, on trouvait des représentants des autorités, d'ONG et des scientifiques.

Il existe des méta-organisations réunissant diverses ONG ou promouvant leurs initiatives. Les premières sont en général kirghizes, telle le *Forum of Women's NGOs of Kyrgyzstan*. Fondé en 1995, le Forum réunit une fois par mois les représentantes d'une quinzaine d'organisations kirghizes dans le but de faciliter l'échange d'informations et la coopération. Leurs activités comportent un bulletin d'information publié en kirghize et en russe, une assistance pour la rédaction de demande de subventions, un soutien pour des conférences et des séminaires sur des sujets concernant les femmes. Ce sont par exemple souvent des ONG dirigées par des femmes qui ont encouragé la création de places de travail et de petites et moyennes entreprises. Dans la région d'Issyk Kul en 1996, un groupe de cinq femmes vivant dans un même village et ayant besoin de ressources financières pour les leurs se sont organisées pour fabriquer des objets de feutre, vendus dans la capitale par le biais d'une ONG. Deux ans plus tard, cette petite coopérative était devenue une entreprise organisée comptant une trentaine de femmes.

L'autre type d'organisation, dont l'objectif est de soutenir l'initiative des ONG est en général étrangère, souvent américaine et spécialisée dans cette fonction. L'exemple le plus frappant est *Conterpart Consortium's Non-Governmental Organisation Support Initiative for Central Asia*, une organisation américaine financée par USAID, et spécialisée dans le soutien aux ONG. Son but est d'encourager la création d'ONG locales, durables et démocratiques, capables d'exprimer les intérêts des citoyens, de fournir des services aux groupes de la population les plus vulnérables et de travailler dans des secteurs critiques du développement économique, politique et social de la région. Leurs activités consistent en la formation d'ONG en matière de management, de durabilité et d'effectivité, la formation du personnel ou des volontaires, la promotion de l'échange d'informations, l'accès à internet et à



Abb. 3 Fête nationale, Talas, août 1995.

*Photo: C.A. Eichenberger*

l'e-mail, et le partenariat entre organisations locales et internationales, ainsi que l'offre de programmes de prêts à taux réduits. Par exemple, *Nalle* (2000, 4) rapporte que dans la vallée de Ferghana, où le potentiel de conflit ethnique est grand, le nombre de projets de soutien économique est entouré d'un impressionnant soutien aux ONG.

Les difficultés que rencontrent les ONG kirghizes sont nombreuses (*Kasybekov* 1999, 81-82, *Abramson* 1999, 15). Elles doivent développer un sens de responsabilité fiscale et de transparence par égard à ceux qui leur accordent des fonds, que ce soit d'origine gouvernementale ou internationale – les agences internationales comme l'UNDP, la Banque Mondiale, GTZ et USAID sont les principales sources financières des ONG kirghizes. Les Kirghizes doivent apprendre, de leur côté, à faire confiance à l'étranger local, mais aussi aux intentions et motivations du donateur : l'histoire ne les a pas habitués à recevoir un soutien anonyme sur le mérite. De même, les étrangers considèrent facilement les femmes comme vulnérables, réceptives et incorruptibles. Mais ce n'est pas la première fois qu'on vise les femmes comme véhicule du développement social. D'autre part, il arrive souvent qu'une compétition s'installe entre ONG qui, dans la course aux subventions, insistent sur la réalisation de leur agenda individuel au lieu de collaborer. Enfin, le personnel actif dans une ONG est trop souvent obligé de partager son temps avec un travail lucratif, ce qui le mène à des conflits d'intérêts. Étant donné la dépendance d'une personne par rapport à ses liens familiaux, il est attendu qu'aussitôt qu'une ressource est accessible à une personne du réseau, celle-ci distribue la richesse avec les siens. La requête d'un membre de la famille d'utiliser le fax de l'organisation est raisonnable dans le contexte kirghize, mais inacceptable à Washington ou à Berne. Il n'en

reste pas moins qu'une société civile de style occidental est inconcevable sans la communauté vibrante des ONG qui donnent la possibilité aux citoyens de se responsabiliser et de participer à la définition de leur vie quotidienne.

## 5 Société civile, mode kirghize

En diverses occasions, il a été fait mention de résistances, internes ou externes, à l'élaboration et la croissance, quoiqu'en apparence réussie, d'une société civile au Kirghizstan. Des facteurs essentiels et inévitables comme le rôle de l'Islam, ne sont pas abordés ici. Pour l'anthropologue, ce qui est intéressant, c'est moins la façon dont l'observateur, le politicien ou le responsable du développement définit la société civile et son développement, que celle dont la population elle-même perçoit cela. Observer l'interaction sociale telle qu'elle se pratique traditionnellement permet de prendre conscience d'une réalité encore différente.

L'interaction sociale se pratique traditionnellement au niveau de la famille, qui se réunit notamment pour les cérémonies de naissances, mariages, décès. A l'occasion de celles-ci, on invite la famille étendue, ceux à qui on est obligé ou ceux à qui on veut faire une faveur, et des cadeaux sont offerts de part et d'autre, créant ou maintenant la réciprocité des biens matériels échangés, mais aussi et surtout des liens sociaux. Des parents se déplacent sur de longues distances pour être présents, et on observe à nouveau, dans cette période de crise économique, combien ces réseaux d'entraide sont cruciaux. Dans ce contexte, *Abramson* (1999, 11) se demande quelle est la signification du rôle central de ces réseaux sociaux pour l'assistance étrangère et pour les projets de soutien à la société civile. *Starr* (1999, 30) aussi rappelle que, la famille et le clan formant l'unité de base de la société kirghize, la formation d'associations volontaires, essentielles à la société civile, semble inutile. L'effort collectif requis par les tâches quotidiennes traditionnelles décourage l'individualisme, base de la société civile. Il faut se méfier de ne pas réduire les réseaux sociaux, les clans et le clientélisme à la corruption, le népotisme, et l'exclusivisme. Quelle que soit la valeur que nous donnions aux pratiques sociales, il faut se rappeler qu'il s'agit de pratiques rationnelles avec leur propre logique culturelle développée en réponse à des attentes basées sur l'expérience de vie. C'est autour de ces nuances qu'une recherche de terrain devrait s'articuler. La promotion de la société civile, comme nous la connaissons, mine souvent des façons significatives de 'société civile' telle que l'Asie Centrale la connaît.

## Bibliographie

- Abramson David M. 1999. Civil Society and the Politics of Foreign Aid in Uzbekistan. *Central Asia Monitor* 6: 11-15.
- Cooper Jay 1999. The Real Work: Sustaining NGO Growth in Central Asia. In: Ruffin M.H. & Waugh D. (eds): *Civil Society in Central Asia*. Seattle and London: 214-234.
- Fuller Liz 2000. Backtracking in Bishkek. *Radio Free Europe / Radio Liberty*. Prague, 15.2.2000.
- Hann Chris 1996. Introduction: Political society and civil anthropology. In: Chris Hann and Elizabeth Dunn (eds.): *Civil Society: Challenging western models*. London and New York: Routledge, 1-26.
- Kasybekov Erkinbek 1999. Government and Nonprofit Sector Relations in the Kyrgyz Republic. In: Ruffin M.H. & Waugh D. (eds): *Civil Society in Central Asia*. Seattle and London: 71-84.
- Nalle David 2000. The Ferghana Valley – 1999. A personal report. *Central Asia Monitor* 1: 1-6.
- Osorova Gulsara 2000. Communists win election in Kyrgyzstan's "Island of democracy". In: *Central Asia – Caucasus Analyst*. [www.cacianalyst.org](http://www.cacianalyst.org), 15 mars 2000.
- Raballand Gaël 2000. Central Asia's "Island of democracy" Kyrgyzstan in economic crisis. In: *Central Asia – Caucasus Analyst*. [www.cacianalyst.org](http://www.cacianalyst.org), 2 février 2000.
- Sampson Steve 1996. The social life of projects: Importing civil society to Albania. In: Chris Hann and Elizabeth Dunn (eds.): *Civil Society: Challenging western models*. London and New York: Routledge: 121-142.
- Starr S. Frederick 1999. Civil Society in Central Asia. In: Ruffin M.H. & Waugh D. (eds.): *Civil Society in Central Asia*. Seattle and London: 25-56.

